

L'ajournement

février elles ont déjà distribué 58 000 livres d'aliments, contre 43 000 pendant la même période en 1989.

Dans ma circonscription il y a aussi un autre service alimentaire unique. La Table de Saint François offre un repas complet comprenant soupe, viande, pommes de terre, salade, dessert, thé et café, et demande pour cela un dollar afin de payer une partie des frais. Avec l'aide de bénévoles, elle sert 4 000 à 5 000 repas par mois avec une semaine de cinq jours. La moitié de sa clientèle se recrute parmi les assistés sociaux à un titre quelconque. Il y a un quart de personnes âgées ordinaires, les autres sont des personnes de passage et des réfugiés. Très récemment, la Table de Saint François a dû s'installer dans les locaux plus grands pour accueillir le nombre croissant de Canadiens qui bénéficient de sa charité.

Quand je visite à la Table de Saint François je demande aux clients quelle est la raison principale qui les contraint à vivre dans cette situation. Neuf sur dix me disent qu'il faut choisir entre se loger et manger. Quand ils ont payé le logement, il ne leur reste plus rien pour manger.

La situation est peut-être différente en d'autres villes, mais à Toronto il y a si peu de logements abordables que les gens sont littéralement contraints de choisir. Il y a plus de 84 000 personnes dans l'agglomération torontoise qui recourent aux banques alimentaires: c'est autant que la population de Kingston. En un an, un quart de million de personnes ont dû se présenter au moins une fois à une banque alimentaire quelconque.

Une fois le logement payé, il reste à ces personnes 23 \$ par semaine en moyenne. Y en a-t-il beaucoup qui pensent pouvoir payer l'alimentation, le transport, l'habillement, les médicaments et le reste avec 23 \$ par semaine? Parmi la clientèle des banques alimentaires un ménage sur huit a un salaire net inférieur au prix du logement. Ces gens-là deviennent fatalement des sans-abri.

On ne peut pas laisser durer cela. Il faut faire un effort à l'échelon fédéral, en collaboration avec les provinces et les municipalités, pour trouver les moyens les plus aptes à régler cette crise. Dans un pays riche comme le nôtre, il faut que nous ayons tous la volonté politique de tendre vers un objectif commun, celui d'éliminer la pauvreté au Canada. Nous pouvons faire le premier pas, qui consiste à rendre les banques alimentaires sans objet.

• (1815)

M. Ken James (secrétaire parlementaire du ministre du Travail): Merci, monsieur le Président, de l'occasion qui m'est offerte aujourd'hui de commenter un sujet qui préoccupe les Canadiens au premier chef. J'aimerais

rappeler au député de Parkdale—High Park que tous les Canadiens, quelle que soit leur allégeance politique, demeureront insatisfaits tant et aussi longtemps qu'une seule famille souffrira de la pauvreté ici, au Canada. Je le félicite pour le vif intérêt qu'il porte à ce problème.

De façon générale, les Canadiens jouissent de l'un des niveaux de vie les plus élevés au monde. L'une des priorités de ce gouvernement est de maintenir et d'améliorer le niveau de vie des Canadiens et celui que connaîtront leurs enfants dans le futur.

Or, le meilleur moyen d'assurer un avenir meilleur aux Canadiens et de protéger notre filet de sécurité sociale est une économie saine et prospère. Et pour que le Canada forme une société authentiquement bienveillante, il importe que la richesse et la prospérité soient partagées avec les moins bien nantis, ceux dont les besoins sont les plus urgents.

Parlons d'abord de croissance et de prospérité. Il ne fait aucun doute que les politiques de ce gouvernement ont contribué à la croissance économique du Canada. Depuis 1984, ce gouvernement poursuit un programme de revitalisation de notre économie. En cinq ans seulement, en conséquence de nos politiques économiques, plus de 1,6 million de nouveaux emplois, dont une majorité d'emplois à plein temps, ont vu le jour. Cela est important pour les gens qui peuvent maintenant gagner de l'argent et subvenir à leurs besoins.

Les Canadiens défavorisés ont tiré profit de cette croissance. Depuis 1984, environ 760 000 personnes ont échappé à la pauvreté et le revenu moyen a augmenté d'environ 8 p. 100. Le gouvernement a pris les mesures nécessaires pour aider les plus défavorisés et pour assurer le maintien de la croissance économique.

En dépit de ces réalisations importantes, la plupart des Canadiens savent que le problème de la dette nationale est grave. L'an dernier, on a consacré plus d'argent au paiement des intérêts de la dette qu'à l'ensemble des programmes administrés par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Autrement dit, la dette a coûté plus cher que les programmes nationaux de soins de santé et de bien-être social, la sécurité de la vieillesse et les allocations familiales.

Bien sûr, ces coûts reliés à la dette publique ont forcé une révision de nos priorités touchant les dépenses et se sont répercutés sur les programmes de protection sociale. La survie des programmes que je viens de mentionner dépend de la prospérité de notre pays et nous entendons poursuivre ce travail important.